



Valeurs d'avenir

Politique

Où est passée l'insécurité ?

Par Alexandre Giuglaris



Alexandre Giuglaris est délégué général de l'Institut pour la Justice.

Depuis le lendemain des élections, on voit médias, politiques et observateurs tenter d'analyser les raisons d'une victoire pour les uns, d'une défaite pour les autres ou encore celles d'une abstention importante pour d'autres. Pourtant, dans ces débats, parfois fort intéressants, il est un des motifs de mobilisation ou de vote dont on n'a quasiment pas parlé : l'insécurité et les moyens de lutter contre celle-ci.

Si l'on se réfère à une question de l'institut Harris Interactive, publiée après le premier tour des élections départementales et intitulée : "Au moment de voter, quels ont été les enjeux qui ont le plus compté pour vous ?", on apprend que la sécurité est arrivée en deuxième position devant, notamment, l'éducation, le logement ou la mondialisation.

Et là, une question se pose immédiatement. Les thématiques de la sécurité et de la justice ont-elles été abordées durant cette campagne ? Il n'est pas excessif de dire qu'elles n'ont pratiquement fait l'objet d'aucun débat. Il s'agit pourtant de la deuxième priorité des Français.

Certains diront que les conseils départementaux n'ont pas de réelle compétence dans ce domaine. Ce serait très partiellement vrai, car lesdits conseils ont tout de même un rôle à jouer dans la prévention de la délinquance. Et ce serait surtout une très grande mauvaise foi, car chacun s'accorde à dire que cette campagne a surtout été l'occasion de débattre des sujets nationaux. Ainsi, on a parlé du soutien ou du carton rouge adressé au gouvernement, de la nécessité de faire barrage à tel ou tel, on a parlé d'Europe, d'écologie, du ras-le-bol fiscal ou que sais-je encore, mais on a peu ou pas du tout parlé de la deuxième préoccupation des Français. Alors, on peut se poser une autre question : où sont passées l'insécurité et la justice ?

Il y a au moins deux réponses possibles. La première : la lutte contre la délinquance connaît un succès incontestable, en particulier grâce à l'efficacité de la politique pénale. Il n'y aurait donc pas besoin d'en parler. Il est permis de douter de cette idée... Ou alors, seconde option, les acteurs et commentateurs de la vie politique ont, volontairement ou non, oublié et délaissé ces sujets qui restent, malgré cet effacement de l'agenda politico-médiatique, une priorité constante des Français.

Dès lors, nous ne pouvons qu'inciter élus et observateurs à répondre à cette demande de protection des biens et des personnes de toute urgence. Certains vont crier à la manipulation ou à l'obsession sécuritaire. Pourtant la première cause des crises démocratiques repose précisément sur le sentiment des Français que l'on ne s'occupe pas d'eux et de leurs priorités. Quand chaque année, près de 5 millions de procès-verbaux sont transmis

Quand va-t-on enfin parler de l'insécurité et des moyens de lutter réellement contre elle grâce à une politique pénale efficace ?

à la justice et que l'on compte seulement 700 000 condamnations, on oublie que derrière les 3 millions d'affaires classées, il y a des victimes bien réelles qui attendent d'être secourues et protégées par l'État et par la justice.

On oublie aussi que moins de 10 % des atteintes aux biens, quand elles sont déclarées et qu'elles font l'objet d'investigations et de poursuites, sont résolues. Pourtant, pour donner un ordre de grandeur, l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales chiffre à 7,2 millions le nombre d'atteintes aux biens déclarées en 2013 !

Alors la question n'est plus de savoir si les crimes et les délits sont un problème majeur pour les Français. Non, la vraie question à se poser est de savoir quand on va enfin parler de l'insécurité et des moyens de lutter réellement contre elle grâce à une politique pénale efficace. La réforme de Christiane Taubira et la caricature idéologique qu'elle a sous-tendue n'ont, jusqu'à aujourd'hui, pas permis ce débat. Il est temps de l'ouvrir pour apporter une réponse rapide, sérieuse et pragmatique à ce problème qui est urgent et prioritaire pour les Français. ●